

LE CONCEPT D'UNE RÉVOLUTION PAYSANNE UNIQUE DE 1902 À 1922

(*)

L'idée d'une révolution paysanne unique allant de la jacquerie ukrainienne de 1902 à l'écrasement de la révolte de Tambov dans le courant de l'année 1921 a été lancée par le meilleur spécialiste russe de la paysannerie, V. P. Danilov (**). Elle offre d'abord l'intérêt d'effacer la coupure artificielle introduite par la révolution bolchévique: dans la vulgate soviétique, le mouvement paysan, présenté comme révolutionnaire avant 1917, se trouvait ensuite criminalisé sous le nom de banditisme et minimisé par la vision réductrice d'émeutes de koulaks, alors qu'il poursuivait les mêmes objectifs et conservait les mêmes formes de lutte qu'avant la révolution. En outre, le concept de révolution paysanne paraît plus adéquat que les interprétations traditionnelles qui oscillent entre deux exagérations. D'une part, l'historiographie marxiste a privilégié les formes les plus violentes du mouvement paysan, qui n'étaient pas forcément les plus caractéristiques, et elle a fait un usage abusif de la notion de guerre paysanne, en l'appliquant à des soulèvements aussi complexes que le *Temps des Troubles* ou les révoltes de Stenka Razine et d'Emelian Pougatchev. D'autre part, la tradition de l'intelligentsia russe a vécu sur la formule de Pouchkine dans la *Fille du capitaine*: «*Dieu nous garde de voir une révolte russe absurde et impitoyable!*». Pour le Russe occidental, même (et peut-être surtout!) quand il était révolutionnaire, le mouvement paysan n'avait pas de sens, parce qu'il n'était pas animé par une idéologie consciente et qu'il n'était pas structuré par une organisation politique.

La révolution paysanne avait pourtant un sens implicite, mais pour le découvrir, il fallait renoncer aux concepts abstraits de la pensée européanisée et décrypter la mentalité du moujik telle qu'elle transparaissait dans ses actes. Les droits de l'homme et du citoyen ne lui disaient rien, alors que la liberté consistait pour lui à posséder suffisamment de terre pour assurer la subsistance de sa famille sans dépendre de personne: il n'avait donc pas besoin du marxisme pour faire spontanément la distinction entre liberté formelle et liberté réelle. Dans sa vision du monde, la terre n'était pas une marchandise, mais un don de Dieu que le tsar-père devait mettre gratuitement à la disposition de ceux qui travaillaient: toute autre forme de propriété foncière était par conséquent illégitime et, quand Alexandre II abolit le servage, les paysans s'attendaient tout naturellement à une redistribution générale des terres qui leur donnerait pour rien toute la surface agricole utile: terres labourables, prés de fauche et forêts. Le manifeste impérial du 19 février 1861 ne pouvait donc que les décevoir, car il ne leur donnait pas la véritable liberté.

L'autre aspiration séculaire des moujiks concernait l'auto-administration intégrale, telle qu'elle s'exprimait dans l'ambiguïté même du mot *volia* qui désigne à la fois la liberté et la volonté. L'appareil d'État leur était toujours apparu comme un simple instrument d'oppression au service des seigneurs et ils ne reconnaissaient comme autorités légitimes que leur père céleste et leur père terrestre le tsar, mais Dieu était trop haut pour entendre leurs prières et le tsar était si loin que sa bonne volonté était toujours trahie par ses prétendus représentants locaux. L'émancipation signifiait donc que désormais l'assemblée de village serait souveraine et que sa décision unanime créerait le droit, conçu non pas au sens du *pravo* (légalité), mais de la *pravda* (justice). Une telle dissolution de l'État était évidemment inacceptable pour les bureaucrates éclairés qui s'étaient faits les promoteurs de la réforme et ils conservèrent sous une autre forme la tutelle sur les communautés paysannes. Là encore, les moujiks eurent le sentiment d'une duperie: «*Le peuple voit*, constatait

(*) Ce texte a paru pour la première fois dans la *Revue russe* (**), Paris, n°14, 1998, pp.33-39 (***).

(**) «*La Revue russe a été fondée en 1991 par l'AFR. Elle cherche à développer et promouvoir la connaissance de la Russie et des autres pays russophones, en préservant l'indépendance de jugement de ses auteurs et en embrassant des thèmes variés relatifs aux cultures et aux sociétés de ces pays (histoire, langues, littératures, arts, questions politiques, démographiques, écologiques, etc., y compris chez les minorités nationales ou sociales)...*» Lu sur le site www.afr-russe.fr. (Note A.M.).

(***) Note de Régis GAYRAUD à: *L'insurrection paysanne de la région de Tambov - luttes agraires et ordre bolchevik - 1919-1921*, de Jean-Louis VAN REGEMORTER, Éditions Ressouvenances, 2000. (Note A.M.).

(***) Viktor Petrovich DANILOV, (1925-2004), historien russe spécialiste des questions agraires en U.R.S.S. (Note A.M.).

une pétition de la noblesse libérale de Tver en 1862, *qu'avec le temps il ne pourra se libérer que du travail obligatoire, mais qu'il devra rester éternellement soumis à la redevance, livré au pouvoir de ces mêmes seigneurs, appelés médiateurs de paix*».

Toutes les conditions semblaient donc réunies pour le déclenchement d'une nouvelle *Pougatchevtchina* et pourtant les soulèvements se limitèrent en 1861 à quelques incidents dramatiques, mais sans lendemain. Depuis que les Cosaques étaient devenus les meilleurs défenseurs du trône, le détonateur classique des jacqueries russes avait disparu et les groupuscules d'intellectuels qui tentèrent de les remplacer dans ce rôle échouèrent totalement, parce que leur langage occidentalisé était incompréhensible pour les moujiks. En montrant le tsar comme le représentant typique des propriétaires fonciers, ils heurtaient de front les croyances invétérées des paysans: la marche au peuple de 1874 fut un fiasco et l'assassinat d'Alexandre II passa pour une vengeance des seigneurs contre le libérateur!

Jusqu'aux premières années du 20^{ème} siècle, le mécontentement des moujiks ne s'exprima que par des conflits purement locaux, liés à des contestations sur les terres qui devaient revenir aux anciens serfs et à de nombreux procès pour pâturage abusif et coupe frauduleuse de bois. La jacquerie qui souleva plusieurs districts au printemps de 1902, dans les provinces de Kharkov et de Poltava (*) surprit donc les autorités. Il s'agissait en apparence d'une banale émeute de la faim: les paysans se contentèrent généralement de piller les greniers sans toucher aux résidences seigneuriales. Mais les enquêteurs signalèrent que le mouvement avait des causes plus profondes, inquiétantes pour l'avenir.

Loin de résoudre progressivement la crise agraire, l'évolution économique contribuait à la rendre plus aiguë et ce n'était pas par hasard que les troubles avaient éclaté précisément dans une région qui s'était convertie à l'exploitation capitaliste plus précocement que les autres: utilisant des machines et des salariés permanents, les grands propriétaires ne louaient plus aux paysans du village voisin que des parcelles marginales moyennant de lourdes prestations en travail à la saison des grands travaux. De plus, les tracts des socialistes-révolutionnaires commençaient à pénétrer avec succès dans les campagnes: les *zemstvos* (**) avaient multiplié le nombre des intellectuels ruraux qui savaient rédiger des textes dans une langue familière aux moujiks et la diffusion de l'enseignement primaire avait répandu la pratique de la lecture, tout au moins dans les couches aisées qui se révélaient, au grand scandale des idéologues, les plus sensibles à la propagande révolutionnaire, parce que ces koulaks s'étaient mués en bons gestionnaires soucieux de perfectionner les méthodes de culture et que leur dynamisme souffrait de l'existence des grands domaines qu'ils considéraient comme une survivance parasitaire.

Quand la répression armée fut paralysée par la guerre de Mandchourie, les paysans profitèrent de l'occasion pour tenter de réaliser dès le début de 1905 leur rêve de redistribution générale: dans un certain nombre de provinces, ils mirent le feu aux résidences et aux bâtiments d'exploitation pour obliger les propriétaires à partir, ils occupèrent de force les terres de l'ancienne réserve seigneuriale ou du moins ils en empêchèrent l'exploitation en refusant d'y travailler et en expulsant les salariés venus d'ailleurs. Cette révolution se développa indépendamment du mouvement urbain et elle dura beaucoup plus longtemps, car les cours martiales ne réussirent à l'écraser qu'en 1907. Les partis politiques d'opposition tentèrent d'imposer leur tutelle à ces révoltes qu'ils regardaient toujours avec condescendance comme le produit d'un ressentiment aveugle et sauvage, mais les moujiks n'avaient guère besoin d'organisations surajoutées, car les communautés de village prenaient d'elles-mêmes l'initiative des pillages, souvent sous la direction de leurs *starostes* (***). Le *mir* que les grands propriétaires et les ministres de l'Intérieur considéraient depuis 1861 comme le garant de l'ordre se révélait soudain comme le meilleur auxiliaire du socialisme agraire et la politique officielle se mit à prôner la propriété individuelle!

Il est vrai que les soulèvements ne mettaient pas en cause l'autorité du tsar: selon le schéma classique, les révoltés croyaient exprimer la véritable pensée de leur père mythique. Nicolas II espéra donc qu'il pourrait canaliser le mouvement dans un sens pacifique et, par son manifeste du 18 février 1905, il invita ses sujets à lui exposer directement leurs besoins et leurs suggestions de réforme; le plus légalement du monde, les assemblées de village se réunirent pour demander une révision plus ou moins radicale de la distribution des terres. Witte n'en continua pas moins à spéculer sur le monarchisme prétendument naïf

(*) Kharkiv et Poltava, sont deux villes ukrainiennes. (Note A.M.)

(**) Assemblées provinciales de l'Empire russe, créées en 1864, dissoutes en 1918 par le pouvoir bolchevique. (Note A.M.).

(***) Titre désignant le paysan chef du *mir*, la communauté rurale dans l'Empire tsariste. (Note A.M.).

des moujiks et il opta pour une loi électorale qui accordait un tel poids au vote paysan que la majorité en dépendait. Mal lui en prit: aux élections à la première Douma, les moujiks votèrent massivement pour les cadets qui préconisaient l'aliénation obligatoire d'une partie des grands domaines, voire pour les travaillistes partisans de la socialisation de la terre. Le conflit à propos de la réforme agraire entraîna la dissolution de deux Doumas successives et Stolypine ne sortit de l'impasse qu'en modifiant la loi électorale aux dépens des paysans. Les moujiks qui ne s'intéressaient à la politique que dans l'espoir d'obtenir la terre eurent le sentiment que Nicolas II avait trahi sa promesse d'octobre 1905 et c'est probablement à ce moment-là qu'ils commencèrent à se détacher de la monarchie, bien que leur ressentiment fût moins visible que l'hostilité ouverte des ouvriers.

En tout cas, la méthode choisie par Stolypine pour résoudre la crise agraire n'était pas faite pour rallier la majorité des paysans qui continuaient à préférer le régime communautaire et à exiger tout de suite l'agrandissement de leurs parcelles plutôt que d'attendre la lente augmentation des rendements. En implantant le concept de propriété individuelle, le président du Conseil espérait inspirer le respect de la propriété d'autrui, mais la plupart des moujiks persistèrent à penser que la possession était illégitime quand elle n'était pas fondée sur le travail de la terre. D'ailleurs, la loi elle-même consacrait la division du marché foncier, puisque, même converties en propriété individuelle, les parcelles du lot communautaire ne pouvaient être vendues qu'à un autre paysan.

Accueillie avec résignation en 1914 parce que la défense de la Serbie orthodoxe semblait une cause juste, la guerre mondiale finit par laisser les paysans sous l'uniforme, qui subissaient les plus lourdes pertes sur le front, tandis que la discipline se relâchait chez les soldats de l'arrière, mobilisés en trop grand nombre et insuffisamment encadrés. Le ralliement de la garnison à l'émeute de Petrograd décida de la victoire de la révolution de février-mars et, à la surprise générale, l'écroulement du tsarisme ne souleva aucune protestation dans la paysannerie.

Mais les moujiks ne se rallièrent pas pour autant au gouvernement provisoire qui symbolisait pour eux la domination des propriétaires fonciers et des capitalistes. Délivrés de la tutelle étatique, ils purent enfin pratiquer cette auto-administration intégrale dont ils avaient toujours rêvé: aux institutions regroupant toutes les classes sociales, comme les *zemstvos* de canton dont le gouvernement avait enfin décidé la création, ils continuèrent à préférer leurs propres autorités élues, et les comités agraires locaux qui devaient préparer la réforme foncière ne tinrent guère compte des directives du centre qui prêchaient la patience. Même quand les socialistes-révolutionnaires participèrent aux gouvernements de coalition, le ministère de l'Agriculture ne prit en effet que des mesures conservatoires, en ajournant la solution définitive jusqu'à la réunion de l'*Assemblée constituante*. Il était d'ailleurs difficile de résoudre le problème en pleine guerre, car on savait pertinemment que la seule annonce d'une redistribution des terres entraînerait des désertions massives sur le front. Mais les moujiks ne voulaient plus attendre la véritable liberté: les incendies de résidences, les usurpations de terres et les grèves reprirent dans la plupart des provinces avec d'autant plus d'intensité que la répression était désormais très molle.

Lénine sut saisir la chance qui lui était offerte de rallier les paysans, bien que le parti bolchevik fût inexistant dans les campagnes: laissant de côté le programme agraire de la social-démocratie, il fit voter dès la prise du pouvoir deux textes difficilement compatibles, mais calculés pour ratisser large. Le décret sur la terre proprement dit ne concernait que le partage des grands domaines: il devait rassurer les paysans riches et les Cosaques dont les terres ne seraient pas confisquées. En revanche, le mandat paysan reprenait les revendications plus radicales des paysans pauvres: socialisation de toute la terre, distribution des parcelles en fonction des bouches à nourrir, interdiction du salariat agricole et de l'affermage. Comme l'application de la loi fut laissée aux comités agraires, les paysans décidèrent eux-mêmes sur place, et les solutions adoptées varièrent considérablement d'un canton à l'autre. L'habile stratégie de Lénine lui permit de neutraliser la victoire des socialistes-révolutionnaires aux élections de novembre 1917, car les moujiks en possession de la terre se désintéressèrent du sort de la *Constituante*: allaient-ils se mobiliser pour défendre son éphémère président Tchernov qui ne leur avait pas donné satisfaction quand il était ministre de l'Agriculture du gouvernement provisoire?

Mais l'état de grâce ne dura que quelques mois: dès le printemps de 1918, la crise du ravitaillement obligea Lénine à décréter une croisade pour le pain et à envoyer des détachements armés dans les villages. Pour déceler les stocks cachés, il fit créer en juin des comités de paysans pauvres dont il justifia théoriquement l'existence par le passage à la révolution socialiste à la campagne. La radicalisation n'alla pourtant pas dans le sens espéré: plutôt que de s'embaucher dans les sovkhozes ou de fonder des kolkhozes, les paysans pauvres et les ouvriers agricoles préférèrent accéder à l'autonomie économique en imposant aux

communautés une répartition plus égalitaire des parcelles. Les koulaks perdirent la plus grande partie de leurs terres, mais les paysans moyens sur qui portait désormais tout le poids des réquisitions menacèrent de se tourner contre le régime, au point que Lénine dut supprimer les comités de paysans pauvres dès la fin de 1918.

Sans doute les moujiks ne se rallièrent-ils pas massivement aux généraux blancs dont la victoire aurait signifié à leurs yeux le retour des propriétaires fonciers. Mais la formule que leur prêtait Lénine: «*Nous sommes bolcheviks, mais pas communistes*», exprimait bien leur état d'esprit; ils voulaient recouvrer les conquêtes de leur propre révolution, dont ils se sentaient frustrés par le communisme de guerre. Les réquisitions leur enlevaient pratiquement sans contrepartie tout le produit de leur travail et le régime avait substitué à l'autonomie locale une sorte d'administration militaire, symbolisée par les armées du ravitaillement et par les soviets de canton ou les comités révolutionnaires, dont les membres étaient nommés par les autorités régionales. Quand les paysans constatèrent que les bolcheviks conservaient ces méthodes autoritaires après la défaite des Blancs, ils passèrent à la révolte armée dans plusieurs provinces.

Quoi qu'en aient dit les communistes friands d'analogies fallacieuses avec la *Révolution française*, la jacquerie la plus grave, qui dura de l'automne 1920 à l'été 1921 dans la province de Tambov, n'avait rien de commun avec la Vendée: combattant sous le drapeau rouge et farouchement attachés à la socialisation de la terre, les partisans n'étaient ni monarchistes, ni fanatisés par les popes, ni encadrés par des officiers de carrière. Même si les militants locaux du parti socialiste-révolutionnaire leur fournissaient un programme politique, les communautés redevenues libres recrutaient elles-mêmes les détachements de l'armée populaire et les groupes d'autodéfense: ce type d'organisation militaire était certainement plus proche que l'*Armée rouge*, dite ouvrière et paysanne, des milices préconisées naguère par les bolcheviks comme un idéal! Ce que l'on qualifiait de banditisme ne faisait que reprendre les gestes traditionnels de protestation, car les sovkhozes rappelaient aux moujiks les grands domaines de jadis, avec cette différence qu'ils étaient si mal gérés qu'il fallait réquisitionner les paysans des villages voisins pour en cultiver une minime partie: il paraissait donc juste de les incendier et de les piller pour lutter contre ce nouveau servage. Le gouvernement soviétique ne put écraser le soulèvement qu'en expédiant une véritable armée qui occupa le terrain et recourut systématiquement à la terreur.

Les paysans eurent néanmoins le sentiment d'une victoire, parce que leur résistance avait obligé le pouvoir à céder: la liberté du commerce des grains fut progressivement rétablie et les communautés villageoises retrouvèrent une autorité très supérieure à celle des soviets officiels. Mais Lénine n'avait pas cédé sur le monopole du pouvoir qui devait permettre aux communistes de passer tôt ou tard à la contre-offensive. On touchait là le point faible de la révolution paysanne qui ne résidait pas, comme on le dit trop souvent, dans l'absence de programme politique et d'organisation, mais dans une relative indifférence à la forme du pouvoir central.

Jean-Louis VAN REGEMORTER.
